

La version originale de cette page [bg](#) a été modifiée récemment. La version linguistique que vous avez sélectionnée est en cours de traduction par nos traducteurs.

bulgare

Swipe to change

Médiation dans les pays de l'UE

Bulgarie

Plutôt qu'aller devant une juridiction, pourquoi ne pas essayer de régler votre litige par la médiation? Il s'agit d'une mesure alternative de règlement des litiges par laquelle un médiateur aide les personnes impliquées dans un litige à parvenir à un accord. Le gouvernement et les juristes en Bulgarie ont connaissance des avantages de la médiation.

Il n'existe pas de traduction officielle de la version linguistique affichée.

Une traduction automatique de ce contenu est disponible [ici](#). Veuillez noter qu'elle est fournie uniquement à des fins d'information contextuelle. Le propriétaire de cette page décline toute responsabilité quant à la qualité de ce texte résultant d'une traduction automatique.

-----français-----espagnoltchèquedanoisallemandestoniengrecanglaiscroateitalienlettonlituanienhongroismaltais néerlandaispolonaisportugaisroumainslovaqueslovènefinnoissuédois

Qui contacter?

Le **ministère de la justice de Bulgarie** a établi un registre des médiateurs dans le cadre du registre central des personnes morales à but non lucratif proposant des services d'utilité publique.

Le site Internet du [ministère de la justice](#) permet d'accéder:

à une [liste des médiateurs](#)

aux organisations privées qui forment les médiateurs

Dans quel domaine le recours à la médiation est-il admis et/ou le plus courant?

La médiation est admise dans de nombreux domaines du droit. Cependant, ces domaines ne sont pas réglementés ou limités par la législation. Jusqu'à aujourd'hui, la plupart des médiateurs enregistrés se sont spécialisés dans la médiation dans le domaine commercial et des affaires.

Existe-t-il des règles particulières à suivre?

La médiation est entièrement volontaire. Bien que la médiation offre un moyen alternatif de régler un litige sans aller devant une juridiction, il ne s'agit pas d'une condition préalable pour engager une procédure judiciaire.

Il n'y a pas de code spécifique de conduite pour les médiateurs. Cependant, des dispositions sur les normes éthiques figurent dans la loi sur la médiation et le règlement n°2 du 15 mars 2007 qui indique les conditions et le processus d'approbation des organisations qui forment des médiateurs.

Information et formation

Les organisations qui proposent une formation aux médiateurs appartiennent au secteur privé.

Les thèmes du séminaire de formation comprennent la procédure juridique et les règles éthiques concernant la conduite des médiateurs ainsi que la procédure exposée dans la [loi sur la médiation](#) et le [règlement n° 2 du 15 mars 2007](#).

Quel est le coût de la médiation?

La médiation n'est pas gratuite; Le **paiement** fait l'objet d'un accord entre le médiateur et les parties concernées.

Est-il possible d'obtenir l'exécution forcée d'un accord résultant d'une médiation?

Conformément à la [directive 2008/52/CE](#) (encourager et faciliter la médiation en tant que forme alternative de règlement des litiges transfrontaliers dans l'UE), il doit être possible de demander que le contenu d'un accord écrit issu de la médiation soit rendu exécutoire.

Les états membres le communiqueront aux juridictions et aux autorités compétentes pour recevoir ces demandes.

Liens connexes

[Registre des médiateurs](#)

[Registre des médiateurs \(recherche\)](#)

Dernière mise à jour: 09/03/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.